

3^e - HISTOIRE - (21) La Libération, restauration de la légalité républicaine (1944-1946).

LA LIBÉRATION DÉSIGNE EN FRANCE LA PÉRIODE QUI VA DU DÉBARQUEMENT ALLIÉ EN NORMANDIE (1944) À LA PROCLAMATION DE LA IV^E RÉPUBLIQUE (1946). CETTE PÉRIODE VOIT L'ÉLABORATION D'UN NOUVEAU CONTRAT POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ENTRE LE PEUPLE FRANÇAIS ET SES INSTITUTIONS.

La Libération de la France, consécutive aux débarquements alliés en Normandie (Juin 1944) et en Provence (Août 1945), permet la restauration de la démocratie : quelle société la France issue de la Résistance propose-t-elle ?

La Libération est l'occasion de restaurer les institutions républicaines. Le processus de restauration de la légalité républicaine est pensé depuis 1943 au sein de la France Libre. En 1944, à Alger alors libérée, le général DE GAULLE crée le Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF). Au fur et à mesure que le territoire national est libéré de l'occupant nazi, des commissaires du gouvernement faisant office de préfets assurent le fonctionnement administratif, mais aussi composent avec les forces armées de la Résistance. Car les Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) parfois fortement armées se sont emparées de nombreuses villes (Limoges, Marseille...) et mettent en œuvre une « Épuration » contre les collaborateurs qui fait 10 000 morts. Les femmes suspectées d'avoir collaboré (20 000) sont tondues et exposées en place publique pour y être humiliées. Le désir de vengeance prime sur le besoin de justice et parfois des règlements de compte se font sous le couvert de la lutte contre les collaborateurs. Le général de Gaulle fait désarmer les FFI, les incorpore dans les FFL, met en place une politique d'épuration officielle (50 000 dossiers instruits, 1 500 condamnations à mort). Les élections cantonales (1944) et municipales puis législatives (1945) voient les femmes voter. En 1946 la Constitution de la IV^e République, « démocratique et sociale », est approuvée par référendum. La République est restaurée.

La Libération est également l'occasion de restaurer la légitimité républicaine et construisant un nouveau contrat social. Le Conseil National de la Résistance (CNR), sous l'égide de Jean MOULIN, avait rédigé le programme de la reconstruction politique et sociale (*Les Beaux Jours*, 1944, Alger). La IV^e République est « indivisible et laïque, démocratique et sociale » (Article 1^{er}). Une fois assurée la libération militaire du territoire (Décembre 1944), le GPRF installé à Paris nationalise les entreprises convaincues de collaboration avec les Nazis (Renault, SNECMA), puis une fois le tabou des nationalisations tombées, procède à la nationalisation des secteurs stratégiques (Air France, 1945, EDF et GDF en 1946). La présence politique et militaire des communistes et de leurs syndicats dont la CGT incite le gouvernement à nationaliser aussi les groupes financiers (Banques en 1945, compagnies d'assurance en 1946). La Caisse Nationale de Sécurité Sociale est créée (1946) afin de protéger les Français contre les accidents de la vie (Chômage, maladie, accidents du travail et vieillesse). La France doit effectuer ces réformes dans un contexte de très forte inflation, de poursuite du rationnement des vivres et du charbon (Levé en 1947), et dans un pays détruit. Le réseau ferroviaire est anéanti, 2 millions d'habitations sont détruites, soit 8 millions de sans abris pour une France de 40 millions d'habitants... Le retour des 2 millions de prisonniers de guerre et des soldats de la Libération, démobilisés, entraîne un chômage significatif. Dès 1946, la Guerre d'Indochine commence.

La restauration de la République sans intermède d'occupation militaire américaine et le compromis trouvé avec les hommes politiques communistes sont les deux grandes réussites du général DE GAULLE entre 1944 et 1946.

ŒUVRES TÉMOIGNAGES

CNR, *Les Beaux Jours*, 1944, Alger, programme du CNR (1943), qui met en place la sécurité sociale.

DATES REPÈRES

1944 Débarquement en Normandie et en Provence, mise en place du GPRF **1944-1946** Nationalisations des grandes entreprises minières, aériennes, des banques et des compagnies d'assurance – **1945** Fin de la guerre, 1^{ères} élections libres en France – **1946** Approbation par référendum de la Constitution de la IV^e République, « démocratique et sociale » .

PERSONNALITÉS DE PREMIER PLAN

MOULIN (Jean) Haut fonctionnaire, représentant du général De Gaulle en France occupée, il organise le CNR. Arrêté à Lyon (1943), mort en convoi de déportation des suites des tortures – **SOLOMON-LANGEVIN** (Hélène) Résistante dans le réseau du « Musée de l'Homme », arrêtée et déportée, 1 des 33 1^{ères} femmes élues députées (1945).